Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MAI 1876.

RÉGIME DES SUCRES ⁽¹⁾.

(Projet de loi amendé par le Sénat.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. MEEUS.

MESSIEURS,

Dans sa séance du 13 février dernier, la Chambre adopta le projet de loi approuvant la Convention internationale de Bruxelles du 11 août 1875, destinée à régler le régime des sucres entre la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Avant que le Sénat pût s'occuper de ce projet de loi, la seconde Chambre des États généraux rejeta la Convention du 11 août 1875.

Aussitôt que le Gouvernement fut informé de ce rejet, M. le Ministre des Finances déclara au Sénat qu'il n'y avait plus lieu de délibérer sur le projet de loi voté par la Chambre des Représentants, en tant que ce projet autorise la ratification de la Convention internationale du 11 août 1875 et en applique les conséquences à notre législation intérieure; mais que le projet de loi contenait quelques articles dont l'existence et l'utilité, toute de régime intérieur, ne se rattachent pas à la Convention non adoptée par le pouvoir législatif des Pays-Bas.

(1) Projet de loi primitif, n° 5.

Rapport, n° 59.

Amendements, n°s 88, 93 et 97.

Projet de loi amendé par le Sénat, n° 132.

(2) La commission était composée de MM. TACK, *président*, DE SMET, DE BORCHGRAVE, JACOBS, VAN ISEGHEM, DE PITTEURS-HIEGAERTS et MEEUS.

M. le Ministre pria en conséquence les commissions chargées de l'examen préparatoire du projet de loi, de vouloir bien proposer au Sénat d'adopter ces articles comme loi séparée.

C'est ce projet de loi adopté par le Sénat, qui fut transmis à la Chambre et renvoyé par elle à la section centrale qui s'était occupée de l'examen du projet primitif, et sur lequel nous avons l'honneur de vous faire rapport.

M. le Ministre des Finances, dans la séance du Sénat du 7 mars dernier, disait : « Le Gouvernement se concertera avec les autres puissances signataires de la Convention du 11 août 1873, et il soumettra aux Chambres, s'il y a lieu et au moment opportun, les dispositions que l'intérêt d'une de nos grandes industries nationales conseillerait d'adopter. »

Tout d'abord la commission se préoccupa vivement de la fâcheuse situation que l'incertitude prolongée sur le régime fiscal fait à l'industrie de la fabrication et du raffinage du sucre en Belgique.

Elle fut unanime pour reconnaître avec le Gouvernement que, tant qu'un accord international satisfaisant n'intervient pas, il n'y a pas lieu de modifier les bases actuelles de notre législation en matière de sucres.

Le régime actuel, comme l'a du reste déclaré l'honorable Ministre lui-même, n'est que provisoire; de nouvelles négociations avec les puissances signataires de la Convention de Bruxelles se poursuivent. A l'heure actuelle, on est dans l'incertitude la plus complète sur le résultat de ces négociations : on ignore si l'entente entre les quatre puissances pourra se faire, quelles seront les conditions de cette entente, et à quelle époque le nouveau régime pourra être appliqué.

En attendant, le commerce languit; l'industrie indigène, tant du raffinage que de la fabrication du sucre souffre; la concurrence des sucres raffinés français se fait sentir avec une intensité toujours croissante. Telle est la situation faite à l'industrie des sucres en Belgique, et qui compromet de nombreux et importants intérêts.

La commission s'est adressée à M. le Ministre des Finances pour savoir si dans un bref délai on pouvait espérer qu'il serait mis fin à cet état d'incertitude, si préjudiciable non-seulement aux intérêts de l'industrie sucrière, mais encore aux intérêts d'un grand nombre d'autres industries qui gravitent autour d'elle, et au premier rang desquelles se trouve l'agriculture.

Il résulte des réponses de M. le Ministre des Finances que le rejet de la Convention par la seconde Chambre des États généraux des Pays-Bas a été officiellement notifié au Gouvernement belge le 8 mars dernier; que, quelle que soit la solution qui intervienne dans les Pays-Bas sur la proposition faite à cette Chambre d'abolir les droits sur les sucres, un autre arrangement ne peut être conclu qu'à la suite de nouvelles négociations; que le Gouvernement belge, dès le lendemain du rejet de la Convention du 11 août 1873, a fait aux Gouvernements de France et de la Grande-Bretagne une communication tendante à engager de nouveaux pourparlers.

La commission avait en outre posé à M. le Ministre des Finances la question suivante : Comme il importe que l'industrie sucrière soit fixée sur le régime auquel elle sera soumise pendant la prochaine campagne, M. le Ministre pourrait-il faire connaître à la section centrale s'il prévoit la possibilité de

faire voter par les Chambres une nouvelle Convention dans la présente session ?

Nous transcrivons la réponse :

« Le Gouvernement pense qu'il est désirable que la question des sucres »
 » soit réglée aussitôt que faire se pourra, et il ne négligera rien pour »
 » atteindre ce résultat. Mais la possibilité d'aboutir avant la fin de la session »
 » actuelle ne dépend pas de lui seul, et il serait difficile en ce moment de »
 » rien prévoir à cet égard. S'il faut en croire les journaux, le Gouvernement »
 » anglais, avant de prendre une résolution, attendrait l'issue du débat »
 » qui doit s'engager dans les Pays-Bas sur la proposition d'abolir les droits »
 » sur les sucres. »

Cette réponse date du 25 mars. M. le Ministre des Finances, dans la communication qu'il a faite à la Chambre, le 27 avril dernier, nous a appris que des propositions avaient été échangées, mais sans aboutir encore à la réunion de la conférence. La solution n'est donc pas prochaine et il est probable qu'elle ne pourra être soumise à la ratification des Chambres dans la présente session.

M. le Ministre des Finances a annoncé à la Chambre que le Gouvernement français rétablissait, à partir du 1^{er} mai, la surtaxe de 2 francs par 100 kilos de sucre brut qui avait été abolie à la suite de la convention de 1864.

Cette mesure est grave. Elle lèse les intérêts de l'industrie de la fabrication belge, et augmente les faveurs accordées à l'industrie du raffinage en France. Ce qui aggrave encore cette mesure, c'est que désormais les sucres bruts belges ne pourront plus être exportés de France après raffinage, le régime de l'admission temporaire leur étant refusé.

Il semble à la commission qu'il est du devoir du Gouvernement de revenir à son tour aux dispositions du traité de commerce du 1^{er} mai 1861, en ce qui concerne l'admission à l'entrée en Belgique des sucres d'origine ou de fabrication française, en attendant qu'une Convention nouvelle soumette l'importation dans les deux pays au régime de la réciprocité.

Ces droits étaient :

1^o Pour les sucres bruts de betterave (non compris le droit d'accise), fr. 1 20 c^s les 100 kilogrammes.

2^o Pour les sucres raffinés, mélis, lumps et candis (droit d'accises compris). 60 francs les 100 kilogrammes.

Sous le régime de la Convention de 1864, le droit d'entrée sur les sucres bruts était aboli, et celui sur les sucres raffinés était égal au drawback accordé à la sortie du sucre mélis, soit fr. 51 13 c^s les 100 kilos.

A l'occasion des nouvelles négociations qui vont avoir lieu, la commission croit devoir appeler l'attention du Gouvernement sur deux points.

Il importe que la législation sur le régime des sucres ne subisse pas de modifications dans le cours d'une campagne. La campagne sucrière com-

mence et finit le 15 septembre. Dans l'intervalle qui sépare le commencement et la fin des travaux d'une fabrication, l'industrie a le droit de ne pas être inquiétée par la crainte de réformes dans le régime fiscal qu'elle subit. Quelque mesure que prenne le Gouvernement, il ne peut empêcher que le commerce n'escompte les modifications qu'il propose à la ratification des Chambres. Si les changements sont rendus applicables avant que tous les sucres d'une fabrication puissent être obtenus et réalisés, on donne, en fait, à la loi un effet rétroactif qui lèse des droits acquis.

C'est ce qui est arrivé lors de la présentation du projet de loi portant approbation de la Convention du 14 août 1875. Peu de jours après le dépôt de ce projet de loi, le commerce, escomptant la réduction des droits proposée, ne payait pour la consommation que les droits réduits, alors que l'industrie était soumise au paiement des anciens droits. Cette manœuvre n'aurait pu se pratiquer, si la mise en vigueur de la loi nouvelle avait été reculée à la date du 15 septembre.

Le second point concerne le minimum de recette, dont le maintien n'a été admis par la Chambre qu'à une très-faible majorité. Il a été également combattu au Sénat. La commission n'a pas cru devoir, à propos du projet de loi actuel, renouveler ses observations antérieures ; mais elle espère que le Gouvernement fera disparaître prochainement de notre législation une mesure dont l'utilité et l'équité ne lui paraissent pas justifiées.

Le projet de loi amendé par le Sénat n'a donné lieu au sein de la commission qu'à deux observations :

1° A l'article 2 elle propose de supprimer les mots : « *réguliers et de forme rectangulaire.* » Cet article, en faisant droit à des réclamations qui datent de loin, autorise l'exportation avec décharge des droits afférents aux sucres raffinés en pains, les sucres sciés en morceaux. Depuis longtemps l'usage s'est introduit de vendre pour la consommation les sucres sciés en morceaux. Il est de notoriété que pour cette fabrication on n'emploie que les pains de sucre de 1^{re} qualité, parfaitement épurés. On peut donc s'étonner qu'il ait été fait droit si tardivement à de justes réclamations. Mais tel que l'article est rédigé, il ne fait que partiellement droit à la demande de l'industrie du raffinage. Ce ne sont en effet que les morceaux *réguliers de forme rectangulaire* qui pourront seuls jouir de la décharge complète. Toutes les parties extérieures d'un pain de sucre, fût-il le plus beau et le plus pur possible, ne présenteront pas cette forme rectangulaire, et seront frappées d'une moins value que rien ne justifie.

Pour motiver la restriction que la commission ne peut admettre, on objecterait vainement la possibilité de la fraude. On ne peut en effet sérieusement soutenir qu'il soit plus aisé de constater la qualité d'un morceau de sucre de forme rectangulaire, que celle d'un morceau qui n'aurait pas exactement cette forme. Ce n'est pas la forme, mais bien la qualité qui justifie la restitution des droits lors de l'exportation du sucre ;

2° La commission a adopté le paragraphe 2 de l'article 4 du projet de loi, qu'elle interprète en ce sens que pour pouvoir être soumis au paiement du décuple droit, celui qui aura fait la déclaration d'exportation devra en même temps avoir tenté d'obtenir frauduleusement la décharge de ce droit. Il n'est

en effet pas admissible que la peine du décuple droit soit appliquée à une personne qui n'aurait, à *aucun titre*, participé à la manœuvre frauduleuse.

Donner à ce paragraphe une autre interprétation serait non-seulement aller à l'encontre de toutes les idées admises en matière pénale, mais rendre en pratique l'exportation des sucres impossible.

L'industriel seul est admis à faire des déclarations d'exportation. En fait, ce n'est que par exception qu'il exporte lui-même. Généralement les exportations ont lieu par des négociants qui font de ces affaires un commerce spécial. Rendre l'industriel responsable des agissements frauduleux de ces derniers, c'est supprimer un intermédiaire le plus souvent indispensable.

On objecterait vainement que, par le dépôt en entrepôt, l'industriel peut se soustraire à cette responsabilité. Ce dépôt entraîne nécessairement des frais considérables, qui rendraient dans la plupart des cas les affaires impossibles.

On craint l'interposition de personnes. Mais cette interposition ne peut se présumer; et si elle est prouvée, il y aura complicité de fraude, et le Gouvernement ne sera pas désarmé.

La Chambre a renvoyé à la commission une pétition datée du 24 mars 1876, par laquelle le pétitionnaire demande que, de nuit, le libre accès des employés dans les fabriques de glucose ne soit obligatoire que dans les fabriques où *les cuves matières imposées* ne sont pas sous scellés. La commission, en déposant cette pétition sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet de loi, croit devoir observer que l'apposition des scellés sur *tous les ustensiles et foyers* a pour but d'éviter les fraudes; que cette mesure a été prise avec l'assentiment du plus grand nombre des fabricants, et que l'industriel peut se soustraire aux inconvénients que dans des cas exceptionnels elle peut présenter, en prenant des mesures peu dispendieuses pour permettre la nuit aux employés le libre accès de son usine.

La commission a l'honneur de vous proposer, Messieurs, l'approbation du projet de loi avec la modification indiquée à l'article 2.

Le Rapporteur,

EUGÈNE MEEUS.

Le Président,

P. TACK.